

BELHADI Amor. - *Société, espace et développement en Tunisie.* - Tunis : Publication de la Faculté des sciences humaines et sociales, 1992. - 262 p.



L'examen des mécanismes d'organisation spatiale et le procès de développement en Tunisie sont au centre de la thèse de Amor BELHADI. Ce dernier livre une analyse des choix, des modèles et des stratégies de développement préconisés et du rôle de l'Etat. L'expérience de développement en Tunisie, ses héritages multiples liés à la colonisation et aux options de politiques économiques, parfois contradictoires, prises depuis l'indépendance, constituent la toile de fond de l'organisation spatiale tunisienne. Ces données vont orienter les opérations d'aménagement et dicter les choix et les stratégies de développement choisies : l'Etat tunisien est l'initiateur exclusif d'une organisation spatiale extravertie. Dans ce bilan, sont privilégiés deux aspects : d'une part, la maîtrise de la production (agriculture, industrie) et de la reproduction à travers le système de formation et l'emploi; d'autre part, l'équité sociale et spatiale. Les réactions et les comportements de la société et de l'espace face aux exigences du développement constituent un volet important dans cette recherche. Trois principales périodes distinguent l'organisation de la société et de l'espace tunisiens depuis l'indépendance : une étape qualifiée de libérale allant de 1956 à 1961 au cours de laquelle l'Etat parachève l'édification de ses structures ; une phase d'économie dirigiste socialiste au cours de laquelle l'Etat est devenu agent central de restructuration entre 1962 et 1969 ; enfin un retour au libéralisme économique et un engagement plus prononcé dans le système commercial mondial depuis 1970. On peut se demander si ces changements dans les choix de politique économique ne témoignent pas de l'échec des options des classes dirigeantes.

BERRAMDANE Abdelkhaléq. - *Le Sahara occidental : enjeu maghrébin.* - Paris : Karthala, 1992. - 345 p.



Le nationalisme fondé sur des intérêts économiques et stratégiques active à l'évidence le conflit du Sahara occidental qui est depuis les années 1970 un territoire aux prétendants multiples et aux points de vues inconciliables. Les jeux politiques et calculs diplomatiques qui se trament depuis plusieurs années pour la décolonisation de ce territoire ont débouché sur une crise maghrébine majeure. La résolution de la décolonisation entre le Maroc et l'Espagne, entreprise en 1975, fit de l'Algérie et du Front Polisario d'autres prétendants face à ce qu'il considèrent comme une "décolonisation inachevée". Le dialogue renoué entre le Maroc et l'Algérie finira par apaiser les tensions sans régler toutefois la question de ce territoire. Pour garantir ses intérêts dans la région, l'Espagne mène une politique qui consiste à octroyer l'autonomie interne avec l'aide de l'assemblée locale, la *jemâa* et, dans un second temps, l'indépendance sous l'égide des Nations Unies. Pour l'Algérie, les prétentions marocaines remettent en question l'équilibre géopolitique de la région. La Mauritanie rappelle aussi ses revendications sur le Sahara et souhaite participer à toute négociation concernant l'avenir de ce territoire. Le Maroc opte pour une solution négociée avec l'Espagne et l'ONU, saisit la Cour Internationale de Justice et organise sur le terrain la "marche verte". Cette action n'empêche pas une internationalisation du conflit qui va menacer durablement la stabilité dans la région. La Mauritanie, maillon faible, finit par atténuer ses prétentions sous les coups répétés du Front Polisario et abandonner la partie qui lui fut concédée par le Maroc. Avant que toutes les parties n'acceptent l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara, une guerre coûteuse et avec des conséquences sociales a éclaté remettant en cause la stabilité de régimes maghrébins.

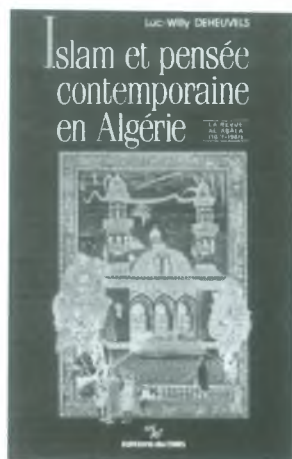
Centre Ibn Khaldoun d'Etudes sur le Développement. - *Al-mujtamâa al-madanî wa al-tahawul al dimuqrâfî fi al-watan al-ârabî, Al-taqrîr al-sanawî. (Société civile et changement démocratique dans le monde arabe. Rapport annuel).* - Le Caire : Centre d'Etudes et de Développement Ibn Khaldoun, 1993. - 504 p.



Avec la création au cours des dix dernières années de la première Ligue arabe de défense des droits de l'homme, une nouvelle société est née. Cet événement est lié aux transformations politiques à l'échelle mondiale et au processus de changement démocratique. Ainsi, entre 1975 et 1991 une cinquantaine de pays à travers le monde ont connu un processus démocratique. Il semble que cette dernière vague de démocratisation n'a touché que partiellement et à des degrés divers sept pays sur les vingt et un pays arabes. Ce retard serait lié en partie à l'absence d'une réelle société civile et au nombre limité d'organisations non gouvernementales. Dans ce premier rapport, on signale une compétition non déclarée entre démocratie, extrémisme et anarchie. On y relève que l'année 1992 commence par une confrontation politico-militaire entre l'Etat algérien et le FIS avec l'interruption d'un processus électoral démocratique. L'année 1992 se termine par une confrontation politico-militaire entre le pouvoir égyptien et les islamistes au Caire

Parallèlement, des élections ont eu lieu au Koweït, en Mauritanie, au Liban, tandis que l'on assiste à un renforcement du processus démocratique en Jordanie. Ces Etats engagés dans un processus de démocratisation ont pu assurer une stabilité politique à la différence de pays dans lesquels l'expérience démocratique stagne comme l'Egypte et l'Algérie où les manifestations d'extrémisme et de violence semblent importantes. L'ouvrage consacre son dernier chapitre aux cinq pays du Maghreb et au développement très inégal de leurs expériences démocratiques. L'analyse de la situation politique de chaque pays est précédée d'une chronologie des événements de l'année.

DEHEUELS Luc-Willy. - *Islam et pensée contemporaine en Algérie, La Revue Al-Asala (1971-1981).* - Paris : CNRS, 1991. - 311 p.



En tant qu'organe du ministère des Affaires religieuses algérien, "fief historique largement concédé à un courant de pensée issu de la sphère d'influence de l'Association des *ulamas* musulmans d'Algérie", la revue *Al-Asala* se devait de relayer le message étatique et de contribuer à sa diffusion en le légitimant par l'islam. Elle manifesta pourtant rapidement une personnalité propre, proposant une démarche néo-réformiste qui se rapprocha avant sa disparition de l'islamisme algérien.

L'exploration de ce document de 15 000 pages a permis à Luc-Willy DEHEUELS de dépasser le discours en apparence unifié de la pensée officielle en matière religieuse. Présentant préalablement la situation de la revue dans son cadre institutionnel et historique, l'auteur envisage la nature de l'émetteur et celle du destinataire, cerne les caractéristiques de la publication, expose ses principaux thèmes (authenticité, personnalité nationale, arabisation, morale, droit et justice, islam et pouvoir) et son influence sur le discours du pouvoir ou dans la société. Il démontre ainsi la pertinence d'une approche de l'islam contemporain tendant à restituer, au-delà des présupposés idéologiques, à la fois la diversité des courants de pensée dits "traditionalistes", "fondamentalistes", "réformistes" ou "islamistes", leur évolution constante au fil des continuités et des ruptures et la complexité des interactions entre ces démarches elles-mêmes, mais également avec la pensée progressiste ou révolutionnaire.

Cette étude nous livre en dernier lieu une riche interprétation de la façon dont, en Algérie, la pensée islamique contemporaine a assumé son héritage classique, en particulier le legs réformiste badisien.

ESTABLET Colette. - *Etre caïd dans l'Algérie coloniale.* - Paris : CNRS, 1991. - 385 p.



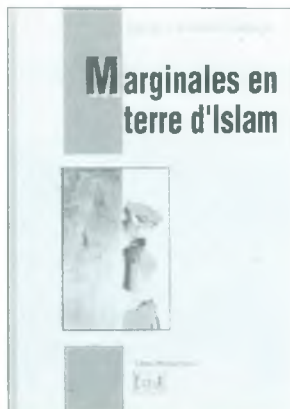
"Choisis par la France", les *caïds* et les *cheikhs* "avaient pour mission et pour métier d'assurer un lien entre colonisateurs et colonisés".

Leur correspondance, en arabe, à l'adresse des officiers français du bureau arabe constituait un corpus jusqu'à aujourd'hui inutilisé, conservé aux Archives de la France d'Outre-mer à Aix-en-Provence.

Afin d'exploiter ce matériau, Colette ESTABLET a centré son propos sur le cas des *caïds* et *cheikhs* des *Nemenchas*, de 1872 à 1896 ; propos qu'elle a élargi à l'ensemble du Cercle de Tébessa (1851-1912). Son corpus s'est alors enrichi de "la correspondance qu'entretenaient les officiers du bureau arabe de Tébessa avec les généraux commandant la division ou la subdivision de Constantine". L'historienne a ainsi pu rendre compte non seulement de la vie quotidienne des *Nemenchas*, des conflits qui les opposaient et des rapports entretenus avec les autorités françaises, mais aussi des stratégies de pouvoir des *caïds* et des projets de la France, dont l'objectif principal fut d'instaurer une bureaucratie moderne, impersonnelle et hiérarchisée.

A travers l'histoire d'un personnel indigène ayant occupé une position difficile et étroite entre le commandement militaire et le peuple algérien, l'un des mérites de cette étude est d'aborder sur une échelle concrète la dialectique de l'entreprise coloniale, et d'analyser celle-ci comme un processus contrarié plutôt que sous les traits d'une construction volontariste.

LARGUECHE (Dalenda et Abdelhamid). - *Marginales en terre d'Islam.* - Tunis : Cérès productions - collection Enjeux, 1992. - 186 p.



Dans un ouvrage récent (*L'Afrique du Nord au féminin, héroïnes du Maghreb et du Sahara*, Paris, Perrin, 1992) Gabriel CAMPS offrait une galerie de portraits de femmes célèbres d'Afrique du Nord.

L'objectif de Dalenda et Abdelhamid LARGUECHE est au contraire de parler des femmes sous l'angle de la marginalité, de retracer la réalité vécue d'une "féminité battue", en partant du constat que la femme a pendant longtemps été une marginale dans la société nord-africaine. Mais au delà, c'est la "misère morale et matérielle de l'ensemble du corps social en dehors de toute division sexuelle" qui est éclairée.

La méthode historique s'accompagne d'une approche anthropologique qui permet une histoire du corps, des gestes, des moeurs, et des représentations sociales. Face à la mémoire tronquée et unilatérale, à l'oubli et l'histoire refoulée, ce travail met en scène ces femmes sans parole.

Pour cela, les sources utilisées doivent multiplier les angles de vue : archives (en particulier les rapports de police), *nawâzil*, chroniques, récits de voyages, littérature, mais aussi tradition orale, permettent de dresser un tableau non seulement d'un milieu, mais aussi des représentations collectives qui y sont attachées.

Les auteurs considèrent cinq aspects de la question des marginales en Tunisie : la prostitution au XIX^e siècle à Tunis, qui apparaît comme un facteur de régulation sociale ; *Dar Joued* ("Maison de correction et de rééducation pour femmes récalcitrantes"), lieu privilégié du système patriarcal ; le portrait de Saïda Manoubia montre un itinéraire, au XIII^e siècle, de la marginalité à la sainteté érigée en modèle exemplaire ; la naissance au siècle dernier de la prison pour femmes à Tunis manifeste un nouveau mode de répression de la marginalité féminine ; enfin le rapport entre femme et violence est analysé dans la Tunisie précoloniale.

MAHFOUDH-DRAOUI Dorra. - Paysannes à Marnissa, Le Difficile accès à la modernité. - Tunis : Chama, 1993. - 93 p. + Annexes.

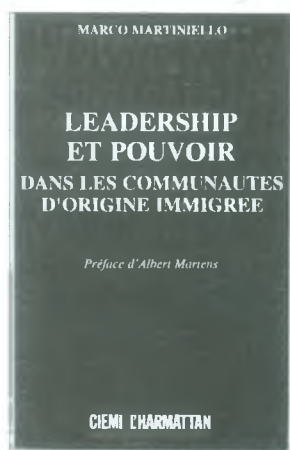


Cette monographie de sociologie rurale effectuée dans les deux douars de *Mnara* et *Ghirène* du secteur de *Marnissa*, dans la région de Bizerte, au nord de la Tunisie, traite du travail et du vécu quotidien des femmes paysannes. En partant du constat de l'échec relatif des programmes et des projets de développement en milieu rural tunisien et tiers-mondiste d'une façon générale, l'auteur élabore une problématique et une méthodologie appropriées. Elle suppose que la baisse en nombre de la population féminine rurale due à l'exode légitime le fait de considérer les femmes rurales comme un groupe cible et de les intégrer dans les programmes de développement ; à défaut de quoi, le processus de promotion du monde rural serait nécessairement compromis. C'est pour cette raison que méthodologiquement, la paysanne n'a pas été considérée comme un simple objet de recherche mais comme un sujet qu'il s'agit d'amener, en tenant compte de son environnement économique et culturel, à identifier et exprimer les problèmes qu'il vit.

L'enquête empirique s'est basée sur la technique de l'interview individuelle et collective concernant un échantillon d'une quarantaine de ménages choisis au hasard sur un total de 319 ménages dans les deux *douars*. Elle a permis d'identifier les activités et les rôles quotidiens des femmes, d'analyser les rapports sociaux et de connaître les opinions et les représentations des femmes concernant les questions les plus diverses (scolarisation, planning familial, vie associative...).

Il en ressort que les contraintes pesant sur les femmes en milieu rural et particulièrement la surcharge du budget-temps, le travail invisible et la pression familiale et sociale expliquent le blocage de ce monde paysan d'autant plus que la rupture avec le système traditionnel n'implique pas, en dépit des aspirations des jeunes, l'accès au mode de vie urbain moderne. Mieux, c'est au niveau des rapports hommes-femmes que les résistances se manifestent le plus, imposant par là, une lenteur des processus de changement.

MARTINIELLO Marco. - Leadership et pouvoir dans les communautés d'origine immigrée, l'exemple d'une communauté ethnique en Belgique. - Paris : CIEMI - L'Harmattan, 1992. - 317 p.



Alors qu'elles subissent une "double exploitation", économique et politique, les communautés immigrées en Europe ne sont jamais parvenues à s'unir pour imposer leur participation à l'exercice du pouvoir. Pourtant une conscience ouvrière immigrée s'est constituée dès les années cinquante et des leaders se sont dégagés, sans que cela influence le destin politique de ces communautés. Pour envisager ce phénomène, la "sociologie des migrations et des populations d'origine immigrée", doit renouveler ses approches, en intégrant, sur le plan théorique, une analyse du "couple pouvoir-impuissance" et des concepts d'élite et de leadership. Telle est l'ambition de cette étude qui a pour support empirique la population issue de l'immigration italienne en Belgique francophone.

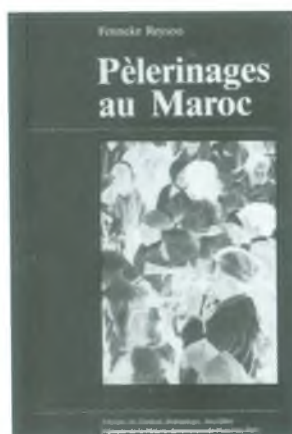
Pour comprendre l'impuissance des leaders italiens à exercer une influence sur le poids politique de leur communauté, il est nécessaire d'examiner les relations qu'ils entretiennent avec leur collectivité d'origine, l'Etat belge et les différentes institutions appartenant au système politique. De cet examen, il ressort que cette incapacité s'explique par leur enfermement dans des structures consultatives sans réel pouvoir, et leur entrée éventuelle dans la sphère politique se fait à titre individuel, au prix d'un renoncement aux revendications communautaires. Cette exclusion pourrait s'expliquer par les menaces de conflits internes qui traversent l'Etat belge, soumis depuis son apparition à des forces centrifuges qui menacent jusqu'à son existence. La Belgique dans un réflexe de survie refuserait une "ethnisation" supplémentaire des rapports politiques. A un niveau plus général, cette problématique interroge la situation actuelle des Etats-Nations en Europe et leurs modes d'intégration sociale.

RAYMOND André. - Le Caire. - Paris : Fayard, 1993. - 428 p.



Le livre s'ouvre sur une première carte montrant la région de *Fustât* et du Caire aux premiers siècles de l'Islam, et se referme sur une deuxième figurant le Grand-Caire en 1991, à savoir une ville de 15 millions d'habitants, une des métropoles les plus peuplées du monde. Entre les deux, plus de treize siècles au cours desquels la ville-camp fondée en 642 par le conquérant arabe s'impose comme une capitale politique, économique, culturelle et religieuse du monde arabe et méditerranéen. Pour en retracer l'histoire les sources utilisées sont très diverses, et permettent de donner, au delà de la trame événementielle, une image vivante de la ville dans son développement urbain, social et culturel. Aux sources littéraires (chroniques, descriptions de voyageurs arabes, puis occidentaux,...) s'ajoutent les données fournies par l'archéologie et, pour les périodes les plus récentes, par les archives. André RAYMOND parcourt l'histoire du Caire en quatre étapes. La première couvre l'époque des fondations (642 - 1250) : *Fustat*, d'abord chef-lieu d'une province de l'immense empire arabe, se développe tandis qu'elle s'affranchit de l'autorité de Damas, puis de Bagdad, jusqu'à dominer elle-même une partie de la région, avec les Fatimides et les Ayyoubides. L'âge mamelouk (1250 - 1517) est une période de maturité et d'apogée, mais aussi de crise, à partir notamment de la grande peste du XIV^e siècle. André RAYMOND nuance l'image par trop négative du système de gouvernement ottoman (1517 - 1798) : il montre une phase d'organisation de la ville "traditionnelle", dans la continuité des siècles précédents, mais avec une structure sociale et urbaine parfois originale. L'expédition française en Egypte, puis le règne de Méhémet Ali marquent une césure et le début d'une lente transformation - une modernisation pourrait-t-on dire - qui mène Le Caire vers sa physionomie actuelle, une "ville de 30 000 hectares dont la cartographie s'essouffle à suivre l'extension". Le texte s'accompagne de cartes et illustrations, ainsi que d'annexes importantes (index, glossaire, chronologie, bibliographie).

REYSSO Fenneke. - Pèlerinages au Maroc, Fête, politique et échange dans l'islam populaire. - Neuchâtel, Paris : Editions de l'Institut d'Ethnologie et de la Maison des Sciences de l'Homme, 1991. - 205 p.



L'objet de ce livre est l'étude des fêtes patronales saisonnières appelées *moussems* au Maroc. Ces fêtes réunissent annuellement des milliers de pèlerins autour du tombeau d'un saint. Fenneke REYSSOU se propose de les saisir en tant que phénomène social total en dégagant leur signification religieuse, économique, ludique et politique. C'est à partir d'un ensemble d'enquêtes empiriques et d'une lecture critique des théories de la fête que l'auteur élabore la thèse selon laquelle le *moussems* n'est pas un rituel ayant pour fin la cohésion sociale mais un moment spécifique, relativement autonome. Pour la méthode, l'étude microsociologique basée sur l'observation participante n'empêche pas la construction d'hypothèses d'ordre global. A la description générale du *moussems* et de ses multiples aspects fait immédiatement suite une analyse du contexte religieux : l'islam officiel, le mysticisme musulman et l'islam marocain. Une présentation du culte des saints au quotidien permet d'éclairer les motivations particulières des pèlerinages occasionnels des *Nahliyin* et des femmes de Salé qui appartiennent pour la plupart aux ordres des *Gnawa* et *Jilala*.

Une partie importante de cette recherche est axée sur l'évolution politico-religieuse du Maroc étant entendu que les *moussems* sont un champ symbolique d'intervention de l'Etat qui contrôle leur déroulement et manipule leur signification. Cet état de fait n'empêche pas les acteurs de les vivre comme une grande expérience religieuse pouvant apporter quelque réponses à leurs aspirations.